

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

SOMMAIRE

ACTUALITÉ

1-2 Éditorial,

Nous sommes l'avenir !

Après l'échec de la réunion de Seattle, l'espoir est permis.

par M-L Duboin.

3-4 La reconquête.

Il faut maintenant que le social prenne le pas sur le commerce.

par A. Prime.

7-12 Le labyrinthe du millenium,

I Panorama critique de la fin du millénaire : société à deux vitesses dans un monde morcelé.

II Les chantiers à suivre : résistance, libération des esprits et réforme des institutions mondiales.

par J. Auribault.

RÉFLEXIONS

5-6 Jusqu'où ira la vague libérale?.

Est-ce que Bruxelles va décider de privatiser aussi les parcmètres de Marvejols ?

par J-C Pichot.

6 Les esclaves

Devinez pourquoi les hommes veulent toujours travailler plus?

TÉMOIGNAGE.

10-11 Gott mit uns ?

Mérite-t-on seul sa réussite ?

par P. Vincent.

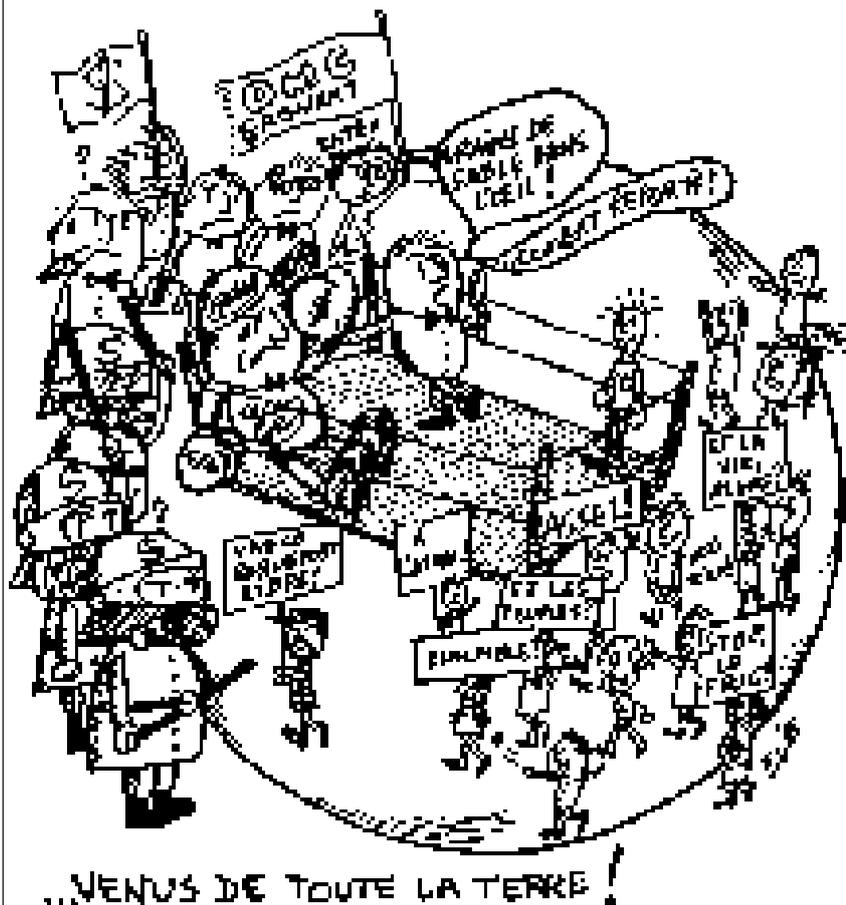
LECTURES

13 L'hégémonie de la finance

15 COURRIER DES LECTEURS

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES,
EN QUATRE PAGES,
FIGURE DANS NOTRE N°993.

LES GRAINS DE SABLE ...



EDITORIAL

Nous sommes l'avenir !

Quel plus beau cri de joie pouvions-nous imaginer pour ce passage au millénaire des années 2000 ? C'est celui du bulletin le "Grain de sable" par lequel l'association ATTAC, dont nous faisons partie depuis son origine, a salué la détermination de tous ceux qui se sont battus contre l'OMC libérale. L'échec de la réunion de Seattle est certainement plus dû à l'énormité de ce qui était envisagé et à la suffisance de ses organisateurs (persuadés qu'ils n'avaient qu'à proposer pour que le monde s'incline) qu'aux manifestations locales. Mais ce qui restera, et qui apparaît comme un tournant de l'histoire humaine, c'est cette prise de conscience citoyenne affirmant enfin, et en chœur «*Non à la commercialisation du monde : un autre monde est possible !*»

Dans un tel contexte, où notre "utopie" vient d'elle-même à l'esprit de tous ceux qui se sont retrouvés côte à côte dans cette lutte, nous pouvons vraiment commencer l'année gonflés d'espoir ! Puisque l'opinion publique, systématiquement, méthodiquement

N°995
janvier
2000





- ● ● endormie depuis très longtemps, donne des signes d'éveil, c'est le moment de lui ouvrir les yeux. Tous nos vœux à nos lecteurs pour aller dans ce sens...

D'abord en réfléchissant : quel est le véritable enjeu des négociations qui devaient s'ouvrir à Seattle... et qui, bien que retardées, menacent toujours ?

— Clairement, l'avenir de la société humaine.

Parce que l'humanité a franchi un cap au cours du XXème siècle : à force de recherches et de travail, elle a appris à mettre la nature à son service. Elle est ainsi sortie d'une ère, qui dura des millénaires, où la rareté dominait, où l'objectif premier était de produire, ce qui exigeait le travail de tous, et où le salaire se chargeait de répartir la production. La fortune venait alors de l'entreprise, et pour vivre il suffisait de lui offrir sa force de travail.

Ce contexte est complètement bouleversé. Ce n'est plus la rareté qui nous hante. Produire, on sait faire. Le problème, c'est que tous ceux dont le travail n'est plus nécessaire à la production ne peuvent plus en vivre. La machine économique ne peut donc plus tourner rond sur les bases établies au cours des deux derniers siècles.

Dès que les grosses entreprises des pays riches ont produit beaucoup plus que leurs clients ne pouvaient acheter, une question s'imposait : la population est-elle désormais pourvue grâce à cette abondance ? La réponse étant évidemment non, il fallait repenser l'économie et imaginer un système *distributif*,

c'est-à-dire capable de distribuer en même temps le travail qui reste et les richesses créées.

Au lieu de cela, c'est la course en avant qui a été imposée, puis accélérée par des entreprises gigantesques n'ayant que la rentabilité comme objectif. Elle aboutit à cette réunion de Seattle, conçue pour forcer le monde à suivre l'obstination de ceux qui, ayant fondé leur fortune sur cet aveuglement, ont toujours besoin de trouver de nouveaux clients et croient pouvoir en trouver de plus en plus loin en imposant au monde entier leur idéologie d'une certaine libéralisation.

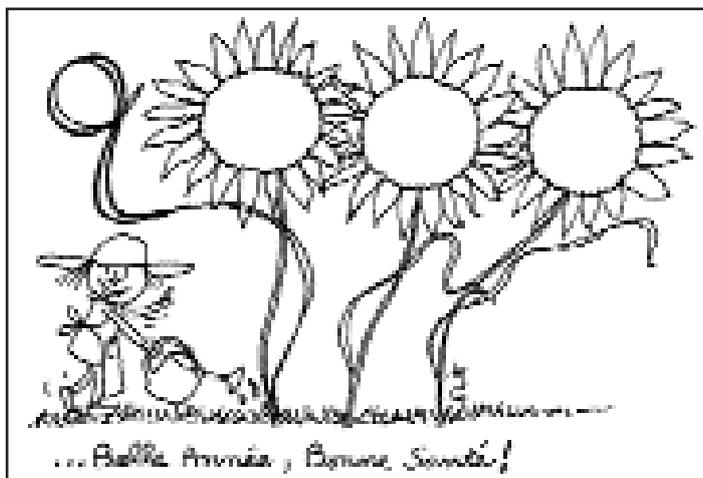
Une partie de l'opinion, faite de groupes très disparates allant de paysans français à des syndicalistes américains et des consommateurs des pays riches aux défenseurs des laissés pour compte, a pris conscience qu'une limite inacceptable avait été franchie avec ce cirque organisé par Boeing et Microsoft.

Ils ont compris que "trop, c'est trop", que cette fuite en avant menait droit dans le mur en conduisant à produire n'importe comment, n'importe quoi, en compromettant sérieusement l'environnement, et sans aucune considération des besoins réels d'une population méprisée.

Reste maintenant à mettre en œuvre des mesures destinées à limiter les nuisances du système...

Alors on constatera qu'il faut aller jusqu'à refuser toute confiance à une monnaie qui peut être prêtée contre intérêts. Et ce jour-là, les peuples inventeront l'économie distributive. Courage, ce sera au XXIème siècle !

Marie-Louise Duboin.



SUGGESTIONS DE LECTURES A OFFRIR EN ÉTRENNES :

• KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (prix 110 F, franco.)

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.

Texte d'une conférence rédigé par André Prime (prix 25 F, franco).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Un résumé en bande dessinée par Jacques Vignes-Elie (prix 25 F franco).

• quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels : ce sont par exemple :

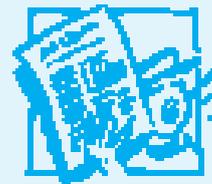
N°972 (décembre 1997) **LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?**

N°984 (janvier 1999) **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**

N°989 (juin 1999) **RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,**

N°992 (octobre 1999) **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).**

on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.



Certains prêtèrent à Malraux cette réflexion «*Le 21e siècle sera religieux ou ne sera pas*». Malraux répondit¹ : «*Je n'ai jamais dit cela, bien entendu, car je n'en sais rien. Ce que je dis est plus incertain : je n'exclus pas la possibilité d'un événement spirituel à l'échelle planétaire*».

La Reconquête

Le 21ème siècle sera socialiste ou ne sera pas.

Événement spirituel ? Malraux voulait-il par là opposer le 21e siècle à un 20e siècle matérialiste (notamment du fait du développement prodigieux des biens de consommation) où l'homme a manqué de temps libre à consacrer au spirituel ? Voyait-il un 21e siècle suffisamment libéré du travail pour que l'homme puisse enfin être en adéquation avec son véritable destin ? Malraux veut sans doute signifier que l'incohérence du 20e siècle (progrès matériels avec guerres, chômage, misère, inégalités, etc.) se perpétuerait dans le cas contraire. Si l'on fait le point à cette sorte de date charnière qu'est l'an 2000, c'est-à-dire le basculement à la fois dans un nouveau siècle et un nouveau millénaire, on peut, dans un premier temps, verser dans le pessimisme. Mais nous verrons que «*la reconquête*» est à la fois possible, nécessaire et indispensable.

Soyons lucides : c'est l'internationale néolibérale et non l'internationale des exploités qui triomphe en cette fin de siècle; les deux seuls pays qui, au cours du 20e siècle, eussent pu créer la surprise, l'URSS et la Chine, ont failli à l'espoir qu'ils avaient suscité et sont rentrés dans le giron de la mondialisation capitaliste.

Point d'orgue un mois exactement avant la fin du siècle: le «*millennium round*», inauguré à Seattle le 30 novembre. Les Américains espéraient bien, via l'OMC², aboutir à ce qu'ils avaient tenté avec l'AMI³ via l'OCDE⁴: que la puissance américaine fasse la loi sur tout ce qui se vend et s'achète comme elle l'a fait, sur le plan militaire, en substituant les décisions de l'OTAN à celles de l'ONU. À cette fin, Clinton a dépêché à Seattle son «*mur de pierre*⁵», en face, pour l'Europe, nous avions l'ex-bras droit de Delors, Pascal Lamy... La «*Pax Americana*» étant désormais établie sans conteste, les États-Unis (moins de 4,5 % de la population mondiale) veulent imposer au monde, dans tous les domaines (y compris santé, éducation, culture) la «*Lex Americana*». À défaut de pouvoir acheter le monde entier, du moins pour le moment, les Américains cherchent à y «*distiller*» leur modèle, car, pour eux (ils y croient sûrement, ce qui est d'autant plus inquiétant) il n'y en a pas d'autre, ou du moins pas de meilleur. Pour eux, l'argent est une valeur sacrée, divine même: le dollar ne porte-t-il pas la mention «*In God we trust*», nous croyons en Dieu, «*In gold we trust*» serait plus juste⁶ !

Après une longue bataille⁷ pour la désignation du Directeur général de l'OMC, les États-Unis ont réus-

si à faire nommer leur candidat, le néo-zélandais Mike Moore⁸. Celui-ci est un self-made man (ancien maçon), ancien syndicaliste, puis Premier ministre. Comme on évolue ! Il n'est pas le seul...

Les Américains ont aussi réussi à faire en sorte que ce cycle du millénaire, pour eux déterminant, se déroule dans leur pays, et dans la ville des deux plus riches sociétés des États-Unis, Boeing et Microsoft, qui sont d'ailleurs les principaux sponsors de la conférence. De nombreux autres sponsors⁹ devaient, avec eux, constituer des groupes de pression considérables.

Il faut avoir bien présente à l'esprit l'hypocrisie du libéralisme modèle États-Unis. Son but, limiter le *Millennium round* à l'agriculture et aux services en s'appuyant sur le groupe de Cairns¹⁰ pour faire supprimer toute aide aux agriculteurs européens. (Depuis deux décennies, on connaît l'importance du déficit extérieur américain; cette année il sera de 250 à 300 milliards de dollars, d'où la nécessité pour les États-Unis de conquérir de nouveaux marchés).

Or il faut savoir que le gouvernement fédéral fournit, de façon plus ou moins déguisée, une aide à son agriculture supérieure à celle de l'Europe : en 1999, 60 milliards de dollars conte 40 pour l'Europe, qui compte un tiers d'habitants de plus que les États-Unis. Il serait trop long de détailler ici les domaines et les méthodes qui permettent aux États-Unis de bafouer le libre-échange dont ils sont les hérauts.

Si l'OMC avait été un véritable centre de coordination du commerce mondial, indépendant, constructif pour le monde entier, elle n'aurait pas été combattue comme nous l'avons vu. Mais les gens informés, et ils sont désormais nombreux, savent que l'OMC est là pour servir avant tout les États-Unis et les multinationales. On le comprend : la CNUCED¹¹ a recensé 60.000 multinationales qui, avec leurs 500.000 filiales étrangères, représentent 25% de la production mondiale et dont les ventes dépassent 60% des exportations mondiales.

La reconquête a commencé à Seattle

À pouvoir, contre-pouvoir. À pression, contre-pression. Puisqu'aucun grand pays n'a réussi à s'imposer au 20e siècle en modèle socialiste véritable, il faut faire du 21e siècle le siècle de la reconquête. Et tout d'abord, établir une ligne de résistance. Il me vient à l'esprit une comparaison : il faut se rappeler, imaginer pour les jeunes, l'URSS acculée par Hitler à un front défensif sur une ligne Leningrad-Moscou-Stalingrad. La situation pouvait paraître désespérée.



1. dans *Le Point* du 10 novembre 1975.
2. OMC = Organisation Mondiale du Commerce.
3. AMI = Accord Multilatéral sur les Investissements Voir GR-ED N° 975, mars 1998.
4. OCDE = Organisation de Coopération et de Développement Économique
5. C'est le surnom donné à la coriace négociatrice des États-Unis, Charlene Barshesky. Après la «*dame de fer*» en Angleterre, la «*dame de pierre*» aux États-Unis
6. Note de la metteuse en page Cette réflexion est à rapprocher de celle que fait plus loin Paul Vincent sur le *Gott mit uns* des Allemands. Décidément, il y a bien une exception française !
7. Lire sur cette bataille *Impérialisme américain* de J-P Mon GR-ED N° 989, p.3
8. Rien à voir avec le cinéaste iconoclaste Michael Moore, voir GR-ED N°994,p.11.
9. Dont un seul étranger, la Lufthansa.
10. tirant son nom d'une ville d'Australie, ce terme regroupe quinze pays gros exportateurs (dont l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Nouvelle-Zélande.)
11. CNUCED = Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.

- ● ● Et c'est pourtant de là que partit la reconquête. Le signal de la résistance est venu, puissant, massif, organisé, à l'ouverture du cycle du millénaire. Si 135 pays sont partie prenante à l'OMC, plus de 1.000 ONG, des syndicats, des associations sont venus d'innombrables pays pour former un véritable contre-sommet : 50.000 personnes, dont beaucoup d'Américains, ce qui est très encourageant. Eux aussi en ont assez du bœuf aux hormones, des OGM¹², du chômage, de l'exploitation capitaliste sans limites des hommes et de la planète. Sans oublier notre figure emblématique, José Bové, l'homme de la "malbouffe", parlant parfaitement l'anglais, devenu une sorte de porte-parole de tous les manifestants.

12. OGM = organisme génétiquement modifié

13. = tueur de céréales, par analogie à serial killer = tueur en série

14. Dans *Les mariés de la Tour Eiffel*

15. Sylvie Kauffmann, *Le Monde*, 3 décembre 1999.

16. l'ORD = Organe de Règlements des Différents.

Le 4 décembre, Clinton s'est cru obligé de déclarer :
«Je suis déterminé à progresser sur le terrain du libre échange... tout en m'assurant que l'économie globale ait un visage humain.»
 Mais est-ce compatible ?

Cette manifestation monstre (la première du genre) à Seattle, globalement contre la mondialisation sauvage, suscite l'espoir. Elle avait été précédée, dans de nombreux pays, par des manifestations marquantes. En France, par exemple, le 27 novembre, 25 à 30.000 personnes ont défilé dans différentes villes. À Paris, 10 à 15.000 manifestants les plus divers, la Grande Releve y était représentée. Le mot d'ordre *«Le monde n'est pas une marchandise»* constitue un programme. Et l'humour n'est pas absent : ainsi, pouvait-on lire sur des pancartes : *«Monsanto, cereal killer¹³»*.

À Seattle, tous les officiels ont dû infléchir leur discours. On pense au célèbre *«Je vous ai compris»* de de Gaulle à Alger. Dans son discours, Clinton déclare *«Je suis content qu'ils [les manifestants] soient venus parce qu'ils représentent des millions de personnes qui s'interrogent. Nous devons donc accepter leurs questions et leur fournir une réponse.»* Que tout cela est bel et bon à entendre, mais difficile à croire. Attention à la récupération : *«Puisque ces mystères me dépassent, feignons d'en être l'organisateur»* écrivait Jean Cocteau¹⁴.

Le contre-sommet des manifestants a duré quelques jours, le temps de la conférence d'ouverture du cycle, le temps de redonner espoir aux hommes de bonne volonté. *«La force de la vie est dans la rue»* a dit Danièle Mitterrand, présente à Seattle. Malgré l'échec total de la conférence (préparation, organisation, débats) qui n'a même pas pu concevoir un communiqué final, les technocrates de l'OMC, décrédibilisée, vont poursuivre leurs "travaux" pendant trois à six ans, et tout d'abord, en janvier à Genève, siège de l'OMC. Ils resteront soumis aux pressions des gouvernements et des multinationales, très imbriqués. Pour eux, la mission de l'OMC n'est pas de résoudre

les problèmes sociaux, environnementaux ou culturels. Si la fête démocratique s'est arrêtée aux portes de l'OMC, sa résonance mondiale demeure. Maintenant, il va falloir maintenir la pression et ce ne sera pas une mince tâche. Les médias, très présents à l'ouverture pour vendre images et papier, vont rapidement faire silence. Mais faisons confiance à ceux qui ont su promouvoir au niveau mondial les ferments d'une "mondialisation à visage humain"¹⁵. José Bové a bien cerné le problème à la TV anglaise : *«À Seattle on a montré que les citoyens avaient leur mot à dire et que la contestation mondiale était organisée. Le rassemblement populaire et la pression du Sud ont fait capoter le round. C'est la démocratie mondiale qui s'est organisée à Seattle par-dessus les frontières et les pays»*. Pour sa part,

SEATTLE, un nom un symbole

Seattle est le nom (anglicisé) du chef indien des tribus Duwamish et Sequamish, contraint, le 22 janvier 1855, par la signature du traité de Port Elliot, de renoncer à ses droits de pêche et de chasse...

Francois Huwart, secrétaire d'État au Commerce extérieur, a confié à *Libé* : *«Je trouve que cette irruption de la société civile a été une bonne chose. Nous souhaitons une OMC citoyenne»*.

Et le socialisme dans tout cela ? Évidemment la FNSEA n'est pas venue à Seattle pour le défendre; non plus que l'ensemble des manifestants. Mais avant de parler de reconquête socialiste, il fallait d'abord faire barrage aux appétits ultimes des néolibéraux : la déréglementation totale = tout doit être privatisé. Pour eux, tout au monde est une marchandise, y compris la santé, l'éducation, la culture. Tout doit être livré à la loi du plus fort, sous peine de sanctions; à cette fin, l'OMC s'est dotée d'un organe de coercition pour faire appliquer ses décisions¹⁶. Nombreux sont les participants à Seattle qui ont réclamé des "Etats généraux de la planète" (en somme, remplacer l'influence des États-Unis par celle d'États Généraux). Les "Cahiers de doléances" sont maintenant bien connus. Sommes-nous à la veille d'un 1789 mondial ? Qui le sait ? Car trop, c'est trop ! Et les souffrances infligées par le néolibéralisme aux PVD comme à 20% de la population dans les pays riches ont une limite.

Mais faire comprendre aux victimes les causes profondes de leur situation n'est pas chose aisée, d'autant que les maîtres du monde ont bien compris qu'il leur fallait, pour bien défendre leurs richesses, posséder le maximum de médias pour "informer"... à leur façon !

*

Il faudra, sauf crise majeure du capitalisme, des années de lutte. Mais le but final - l'humanisme au sens large - ne sera pas atteint au 21e siècle sans l'instauration, enfin ! d'un véritable socialisme. Le dernier film de Michael Moore, *The big one*, se termine sur ces mots qu'on voudrait prophétiques : *«Un système pervers (le socialisme réel) vient de disparaître, l'autre doit suivre.»*

Loin de s'en prendre aux Lozériens, Jean-Claude Pichot prouve ici qu'on peut réfléchir, même aux problèmes économiques, sans pour autant perdre son humour.

Jusqu'où ira la vague néolibérale ???

Après la tentative avortée d'une nouvelle rencontre sur le ring de l'OMC, perdue aux poings par tous, avec un avant-goût de chaos, avant la fin du premier round, il m'a paru intéressant de dévoiler un problème que bien peu de Français soupçonnent : celui des parcètres de Marvejols, Lozère !

En préambule, je précise aux Lozériens qui me liraient que je suis amoureux de leur magnifique pays où je passe tous mes étés, aux portes de l'Aubrac, et je leur demande d'avoir tout lu avant de se prononcer sur cette modeste étude qui n'a aucunement l'intention de montrer du doigt un département (j'allais dire un pays du sud, mais je suis trop marqué par cette opposition nord-sud chère à nos stratèges !) parfois considéré comme un oublié de l'Histoire, bien au contraire...

Les "services" sont, au même titre que l'agroalimentaire, et quelques autres sujets explosifs dont la santé, les nouveaux domaines économiques pris en compte pour les négociations de Seattle; c'est pourquoi je me suis intéressé aux parkings des automobiles, dont tout le monde connaît la place prépondérante dans nos civilisations, car une voiture, c'est fait pour rouler, mais pas toujours... La gestion payante des parkings publics (oh ! pardon : des places de stationnement...) a été instituée pour permettre aux propriétaires de véhicules de trouver des places de stationnement momentané en des lieux à l'origine réservés uniquement à la circulation. Il s'agit d'un problème typiquement urbain, et, si je me suis intéressé à la Lozère, c'est bien parce qu'on y trouve des villes. Sans réglementation ni régulation, il est bien évident que de nombreux visiteurs de nos cités, Paris, Mende ou autres, ne pourraient s'y arrêter aisément à cause des tentations de certains de monopoliser une partie du patrimoine commun que sont les rues; en s'attaquant à l'anarchie (au mauvais sens du terme), le parcètre est donc bien un vecteur majeur du progrès, même s'il se situe dans une économie de rareté (contrepartie de l'abondance des voitures)...

Cet instrument est vite devenu l'outil de base de cette régulation et le "marché" a permis aux

industriels de nous proposer des beaux objets sophistiqués de type mobilier urbain, fabriqués en série, qui déparent moins que de nom-

breuses poubelles ! Un bienfait pour tous les usagers, qui peuvent

désormais choisir leurs durées (jusqu'à certaines limites raisonnables, sinon à quoi serviraient-ils ?), qu'ils y mettent leur obole sous forme de pièces ou par l'intermédiaire de cartes à puces.

C'est là qu'intervient la réflexion économique. Finie l'époque des disques en carton offerts par les commerçants et des stationnements gratuits pouvant atteindre une heure et demie; maintenant, il y a davantage de besoins et les mesures prises représentent un coût pour la communauté : quoi de plus normal

que de demander à
chacun
d'y



participer en fonction du service rendu ? Ce coût, il est facile de le connaître : achat du matériel, installation, entretien, etc., à partir desquels on peut calculer un coût de revient annuel en fonction du délai d'amortissement choisi par le maire; sans oublier les tenues du personnel chargé d'en vérifier le bon usage et de verbaliser ceux qui ne respecteraient pas la règle.

Qu'il s'agisse de Marvejols ou de Paris (exemple choisi au hasard), le problème est le même; ou à peu près, dans la mesure où les uniformes des "aubergines" des rues de la capitale ont été conçus par des grands couturiers, et que ces Messieurs doivent se faire payer à la hauteur de leur réputation.

Surprise: 2 heures (durée maximale) de stationnement dans certaines rues du 8ème arrondissement (de Paris) coûtent 30 F à l'automobiliste ordinaire, soit 10 fois plus qu'à la Porte ● ● ●

- ● ● Soubeyran de notre cité gabale, derrière la statue d'Henri IV, pour exactement le même service. Cela rappelle la disparité des impôts locaux en France, ou l'écart de prix entre les truffes noires et les cèpes frais ! Même sans connaître les tarifs des couturiers, on imagine mal que la différence vienne seulement de ce poste de dépense, ou alors... Il y a donc d'autres raisons, que je me suis efforcé d'identifier :

- *l'erreur de calcul ?* Ce serait très étonnant de la part de Lozériens autant que de Monsieur Tibéri !

- *le poids de la concurrence ?* Il y a effectivement à Paris des concurrents qui appartiennent au domaine privé, avec des parcs souterrains, coûteux à réaliser et à surveiller; n'y aurait-il pas, alors, une dérive marchande de la mairie de la capitale, profitant de la situation pour faire du profit sur le dos des automobilistes (en quelque sorte, une nouvelle affaire à la mairie de Paris) ? Et à Marvejols, des espaces publics extramuros, mais à quelques centaines de mètres seulement offrent des places gratuites en grand nombre ! Dans ces conditions, comment lutter ?
- *une sorte de mépris pour l'usager ?*

Je préfère naturellement la solution lozérienne (même à Mende, où le tarif est de 6 F au lieu de 3, mais il s'agit du chef-lieu du département, probablement avec des uniformes de meilleure qualité ou plus agréable à voir !), car elle est encore animée de l'esprit de service public. Je veux bien croire que la gestion des parcmètres de Marvejols (s'il y en a une) affiche un déficit couvert par les impôts locaux ! Notre obole serait, en quelque sorte, un ticket modérateur. Mais je commence à craindre pour l'avenir, surtout depuis l'échec de Seattle : après quelques grands organismes étatiques fournisseurs de services tels que les Télécommunications, des

banques ou des assurances, ne verrons-nous pas bientôt arriver, sous l'égide de Bruxelles, une grande opération de privatisation des parcmètres municipaux, commençant par ceux de Paris, suivie d'offres publiques d'achat (OPA) sur ceux de province qui ont encore le front de résister à la vague néo-libérale actuelle en pratiquant des tarifs bas ?

Monsieur le maire de Marvejols, faites attention : Jean Tibéri sera capable de bien plus de choses quand il aura franchi le cap ! Les capitaux étrangers peuvent un jour s'y mettre aussi. Bon, Marvejols n'a peut-être pas encore trop à craindre : on peut penser que les Américains s'intéresseront d'abord à Versailles ou aux châteaux de la Loire (en compétition avec les Japonais !), où la place disponible permettra à de grosses voitures de se garer à l'aise (emplacements au standard US); les Anglais au Mont Saint Michel et à Cherbourg (au fait : pourquoi Cherbourg ?), avec des standards UK correspondant à des véhicules moins longs; et les Allemands de l'ex Allemagne de l'Est avec des cases pour ... Trabans ! Et nous n'aurons pas le droit de râler car nous serions taxés de protectionnisme !

Le problème des parcmètres, c'est que la concurrence de type libéral ne peut pas jouer efficacement son rôle : il est évident que garer sa voiture en Lozère pour aller visiter le Grand Trianon, ce ne serait pas bien commode ! Il n'empêche que, à défaut d'une gratuité généralisée que l'on voit mal venir, j'apprécierais que Marvejols conserve ses tarifs actuels, et qu'elle continue à assurer la gestion de ses stationnements publics : même si je n'y gare que très rarement ma voiture, elle resterait un exemple concret de bon sens et de résistance face à la mondialisation, dans un pays que j'apprécie particulièrement...



d'après une photo de Hans Silvester

Les esclaves

Au commencement, Dieu créa le Chat à son image. Et, bien entendu, il trouva que c'était bien.

Mais le chat était paresseux. Il ne voulait rien faire. Alors plus tard, après quelques millénaires, Dieu créa l'Homme. Uniquement dans le but de servir le chat, de lui servir d'esclave jusqu'à la fin des temps. Au chat, il avait donné l'indolence et la lucidité. À l'homme, il donna la névrose, le don du bricolage et la passion du travail.

L'homme s'en donna à cœur joie. Au cours des siècles, il édifia toute une civilisation basée sur l'invention, la production et la consommation intensive. Civilisation qui n'avait en réalité qu'un seul but, secret : offrir au chat le gîte et le couvert.

C'est dire que l'homme inventa des millions d'objets inutiles, généralement absurdes, tout cela pour produire parallèlement les quelques objets indispensables au bien-être du chat : le radiateur, le coussin, le bol, le plat à sciure, le pêcheur breton, le tapis, la moquette, le panier d'osier, et peut-être aussi la radio puisque les chats aiment la musique.

Mais de tout cela, les hommes ne savent rien. À leurs souhaits! Bénis soient-ils! Et ils croient l'être. Tout est pour le mieux dans le meilleur monde des chats.

(texte de Jacques Sternberg, dans "Contes glacés" et envoyé par Serge Bagu).

Le labyrinthe du millenium

par Jean Auribault

A chacun sa symbolique

Leon Brittan, l'apôtre du néolibéralisme, avait inventé, en vue des réunions de l'OMC, un titre racoleur "Millenium Round". Si ce cycle devait nous rappeler que la roue tourne (le néolibéralisme n'étant que le capitalisme actualisé), on pouvait craindre d'entrer dans un cycle infernal. Mais, à vouloir anticiper trop vite le troisième millénaire à Seattle, ce cycle a tourné court. L'image du labyrinthe aurait sans doute mieux convenu puisque, traditionnellement, il représente un chaos ordonné par l'intelligence humaine, un désordre volontaire, qui a sa propre clé. Dans le cas présent, au centre du labyrinthe, on imagine le Minotaure, le monstre: fabuleux: l'argent. Hélas, jusqu'à présent, aucun fil d'Ariane pour conduire notre économie en dehors du labyrinthe !

Autre symbole, l'année 2.000 sera marquée par le lancement de l'opération vaticane¹ Jubilé 2.000.

Est-ce par peur de l'avenir des chrétiens, face au matérialisme ambiant ? Serait-ce une résurgence de la peur millénariste, comme lors du passage entre le premier et le second millénaire ? Bien qu'une sorte de censure de l'histoire (ou de la papauté de l'époque ?) ait occulté la réalité, il semble bien qu'une angoisse ait saisi nos ancêtres. Le spectre de la fin du monde, suite aux écrits de l'Apocalypse, hantait encore l'inconscient collectif. Saint Augustin, s'insurgea contre l'interprétation littérale

des écrits et rappela avec fermeté (et bon sens !) que de la fin du monde «*nul ne connaît l'heure.*»

Personnellement, j'opterai comme Camus pour Sisyphe et son rocher, car il faut imaginer Sisyphe heureux.

Nos vœux pour l'an 2.000 : Rêvons un peu...

Saint Augustin, dans sa sagesse, aurait pu faire remarquer qu'il est écrit, dans l'Apocalypse, qu'à une phase de fléaux (annonciateurs de la fin des temps), succéderont mille ans de bonheur, avant la fin des fins...

Alors, rêvons un peu... Après la phase de mille ans qui s'achève, pendant laquelle les fléaux n'ont cessé de s'abattre sur le monde², nous qui avons la prétention de maîtriser tout sur terre, tentons de vivre, comme il a été écrit, un troisième millénaire de bonheur.

Avec cet espoir, nous allons aborder plus prosaïquement le prochain millénaire, en tentant d'évaluer la situation présente (le bilan des actions du GATT n'ayant jamais été publié...), puis d'en dégager quelques pistes susceptibles de nous aider à rester citoyens. Car l'enjeu du prochain millénaire est là: pourra-t-on résister à la pression libérale, qui veut faire de l'*homo sociologicus* un *homo œconomicus*. Plus concrètement, deviendrons nous des consommateurs dociles ou des citoyens libres ?



1. Rappelons qu'un jubilé est «*une indulgence plénière solennelle et générale accordée pour une année par le Pape, sous la condition d'accomplir certaines pratiques de dévotion.*».

2. En l'an 1.000 commence la conquête sanglante de l'Angleterre par les Danois; en l'an 2.000 la reconquête de la Tchétchénie par la Russie s'achève, avec une efficacité que les Danois auraient enviée. Ils n'avaient que des lances, pas encore de lance missiles !

1. Panorama critique de fin du millénaire

Rabat - joie

Oubliant la rigueur du calendrier, obnubilés que nous sommes par le nombre fatidique 2.000, craignant les conséquences du bogue informatique, les fêtards ont enterré 1.999, avec force foie gras et champagne, anticipant la fin du millénaire (31 décembre 2.000 à minuit!). Point de guetteur de la fin du monde dans les restaurants illuminés. Les déséquilibres sociaux, écologiques et économiques se cachaient dehors dans l'ombre...

Oubliés les visages des civils massacrés au Kosovo, en Tchétchénie ou au Timor-oriental, oubliés les 250 millions d'enfants du monde de 5 à 14 ans qui sont contraints de travailler comme il y a un siècle ou de se prostituer pour survivre. Tous ces opprimés attendaient la fin de leur cauchemar, pendant que nous festoyions, et que les Importants discutaient stratégie financière, heureux des résultats mirifiques des Bourses en 1.999. Pensant à ces laissés pour compte de notre société, une phrase de Camus me revenait en mémoire: «*Cette attente leur paraissait plus cruelle encore, au milieu de la jubilation générale.*»

Janus

Le nom du premier mois de l'année, janvier, vient du latin *januarius*. Ce mois était consacré au dieu italique et romain Janus, dont la particularité était d'être représenté par deux visages opposés. Dans le labyrinthe économique (le monopolibéral, dont nous avons déjà parlé), Janus paraît représenter, au mieux, les deux visages de l'homme du XXème siècle finissant :

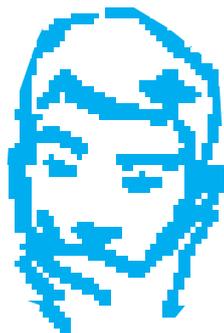
- la face famélique du pauvre, dans l'ombre cachée de la misère.
- la face insolente du riche, dans la lumière de l'opulence.

Si l'on ne coupe pas cette main invisible qui manipule l'économie, il sera impossible de réconcilier les deux faces de ce double visage.

« Le Monde morcelé »

Cette expression utilisée par Cornelius Castoriadis³, me paraît résumer au mieux la situation dans laquelle nous nous trouvons, elle correspond à l'état réel de notre société fin de siècle. La liste serait longue

3. *Carrefour du labyrinthe*, III, Le Seuil, 1990.



• • • des disparités entre les pays du Nord et ceux du Sud, entre les pays occidentaux et ceux de l'ex-bloc soviétique... on assiste à un morcellement de la planète entre pays industrialisés et pays pauvres. L'écrasement du tiers-monde continue, cruellement même s'il ne fait pas la Une des journaux, car ce Tiers monde est coincé entre la Banque Mondiale, le FMI et le contrôle des matières premières imposé par quelques pays. C'est le retour au colonialisme, qui lui au moins investissait en construisant des routes et des écoles. On ne peut être que d'accord pour un moratoire de la dette des pays pauvres, réclamé par les organisations caritatives, mais après ? Si rien n'évolue dans l'organisation de l'économie mondiale, dans cinq ans peut-être, il faudra un nouveau moratoire, quand ces pays seront exsangues...

Les pays d'une richesse relative ne sont pas épargnés par ce phénomène de morcellement. Il n'y a pas de "fracture sociale"⁴, mais un nouveau clivage des catégories sociales, autour d'une classe moyenne majoritaire (à l'image de ce qui se passe aux États-Unis). La montée en puissance de la pauvreté s'accroissant, on assiste en fait à la création de "sous-classes", selon le degré de paupérisation on parle alors de "quart-monde". En France, les inégalités se creusent depuis dix ans et la pauvreté s'est urbanisée. Selon l'INSEE, le niveau de vie des moins de 25 ans a baissé de 15% en cinq ans; la précarité et l'exclusion touchant les jeunes, les femmes et les ménages pauvres. Nous avons déjà les Smicards et les intérimaires, voici venu le temps des RMIstes, des employés précaires, des chômeurs en fin de droits... Plus on s'éloigne de la société industrielle vers la société virtuelle, moins l'intégration sociale est possible, et l'on assiste à l'émergence d'une société duale. Comme l'écrit Michel Wieviorka⁵, «on est dans la société ou en dehors et exclu, on est in ou out». Le gouvernement actuel veut nous convaincre qu'avec une courbe décroissante du chômage (sujette à caution!), et sa loi sur les 35 heures, les problèmes se règlent. Ce n'est hélas qu'un leurre ! La précarité de l'emploi augmente, les conditions de travail "flexibles" ("souples" dit Martine Aubry), permettent au patronat de dénoncer les conventions. Par ailleurs, la pauvreté s'accroît avec son cortège de violences.

«La cruauté du monde»

Force est de constater que les illusions des philosophes, littérateurs et économistes du début du siècle, basées sur leur foi dans les progrès de la science et des techniques, nous laissent perplexes ; on ne peut qu'avouer notre désenchantement.

Edgar Morin⁶ résume bien le sentiment de ceux qui tentent d'être lucides, face à l'outrecuidance des laudateurs de la modernité économique «L'accroissement de la dépendance à l'argent, de l'indépendance par l'argent, et du pouvoir de l'argent généralise et amplifie les avidités impitoyables » (cf. Michelin, BNP et Société Générale, Mannesmann...) «La technique et la bureaucratie propagent une

inhumanité glacée, mécanique, désintégrant par leurs quantifications les réalités vécues des êtres de chair, de sang et d'âme. La spécialisation et la compartimentation détruisent le sens de la responsabilité. Ainsi s'accroît la cruauté par indifférence, inattention et cécité.» (Un "plan social", appelé aussi "dégraissage" dans les conseils d'administration, sous une apparence technique, fait abstraction des drames sociaux liés aux licenciements).

Constat pessimiste ? Voyez les informations transmises par les médias : corruption devenue monnaie (!) courante, technoscience livrée à elle-même, sacro-saint Marché aux mains d'électrons libres, fabrication de produits dont on ne sait pas s'ils sont utiles pourvu qu'ils soient vendables, avec publicité délirante si nécessaire...

Conformisme globalisé

Face à cette cruauté, à peine cachée dans les relations humaines, qui atteint entreprises, groupes, ethnies, religions, quelles ont été les grandes résistances ? Bien que les orthodoxes nous aient affirmé que ce siècle était celui de l'individualisme (n'est-ce pas plutôt celui de l'égoïsme ?), il apparaît qu'au contraire c'est celui du conformisme généralisé, et particulièrement dans la dernière décennie.

Si l'on regarde l'Europe, l'absence de pensée politique (et les convictions molles) des élus européens laisse les performances économiques gérer nos démocraties (toutes relatives). Oublié l'avertissement lancé par Raymond Queneau dès 1938 : «Le but de toute transformation sociale est le bonheur des individus et non la réalisation de lois économiques inéluctables.»⁷ Quelle prémonition ! N'étant pas économiste, il n'en avait que plus de mérite à dénoncer déjà la "pensée unique".

On peut accuser, à juste titre, les oligopoles financiers de cette situation, mais en fait, tout se passe comme s'il n'y avait pas de responsable. Aucune lutte de classes (l'analyse marxiste devient obsolète), pas de prédominance d'un groupe particulier, pas de réel dictateur, juste un faisceau de pressions impersonnelles, un embrayage en roue libre (le cycle infernal !). Pas de contre-pouvoir en regard. Une sorte de passivité générale s'est emparée de la société qui, détruisant les valeurs culturelles, devient la véritable société de consommation, tant attaquée par les soixante huitards. Les partis politiques de droite ou de gauche, quand ils alternent au pouvoir, gèrent la crise. Les syndicats ont peu d'audience et se battent en ordre dispersé, ils secouent un peu leur apathie lorsque la base s'énerve mais, en définitive, aucune remise en cause des fondements de la société libérale dans laquelle on baigne.

Enfin, si des voies discordantes s'élèvent, les médias "grand public", qui ne peuvent s'extraire de leur peau de nouveaux chiens de garde, s'étonnent, ironisent ou combattent. J'en veux pour preuves leur attitude face à l'audience grandissante d'ATTAC ou de Droits devant!, ou les commentaires visant José Bové, le courageux représentant de la Confédération paysanne, dont les démarches paraissent pour beaucoup saugrenues et provocatrices.

4. Spécieuse formule de Jacques Chirac, lors de l'élection présidentielle. Peut-on sérieusement parler de "fracture", pour un corps qui n'est pas (et depuis les origines) homogène, et notamment le corps social ?

5. *Dossiers & Documents du Monde*, oct.1999.

6. *Mes démons.*, Edgar Morin, Point Seuil, 1994.

7. *Traité des vertus démocratiques*, Gallimard, 1993.

L'effet religion

On ne peut, en cette fin de siècle, exclure l'importance du fait religieux qui sous-tend souvent les activités humaines. Bien que le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit en vigueur dans de nombreux États, à commencer par les États-Unis et l'Europe, les motivations religieuses gardent une influence souterraine, mais prépondérante sur la politique et l'économie. Le dernier numéro de *Manière de Voir*⁸, est consacré à *L'offensive des religions*, et Ignacio Ramonet, présentant un tableau des religions actuelles, ouvre le débat sous l'angle de la «Géopolitique des religions».

Nous évoquions, en préambule, les conflits du Kosovo, de la Tchéquie et du Timor-oriental. Bien que la cause profonde de ces conflits ne soit pas religieuse, face à l'uniformisation culturelle imposée par le libéralisme, les peuples soumis à ce rouleau compresseur sont tentés de retrouver leurs racines religieuses. Et cette réaction s'est encore amplifiée depuis l'effondrement des idéologies révolutionnaires qui s'étaient substituées aux croyances ancestrales. Malheureusement, ces réflexes identitaires ne profitent qu'à l'exacerbation des intégrismes, générateurs de nouvelles luttes pour la conquête du pouvoir politique et l'accaparement des richesses communes par quelques personnes ou quelques groupes.

Il y a, bien sûr, le phénomène des sectes. Mais il touche essentiellement les pays industrialisés et correspond à l'exploitation financière par des prédateurs de la crédulité humaine ou du "mal vivre" (cette forme d'exclusion psychologique de notre société). Mais, en fait, il ne s'agit pas là de religions qui, elles, drainent toute une culture. S'agissant des religions, on pense, en premier lieu à l'Islam, dont l'activisme a resurgi dans le dernier demi-siècle. Mais les autres religions ne sont pas épargnées par

On n'arrête pas le progrès (?)

Le Saint Siège s'est associé à une société américaine pour vendre la bénédiction papale... par téléphone. Cette société va produire des cartes téléphoniques, émises par le Vatican, signées par Jean-Paul II : si vous appelez des Etats-Unis avec cette carte, vous serez bénis. Selon un journal de Miami, la société prévoit la vente de 4 millions de ces cartes... par mois ! Amen.

un retour vers un conservatisme anachronique. L'Eglise catholique, qui avait déjà réprimé la *Théologie de la libération*⁹, s'est dotée maintenant "d'armes secrètes" avec *l'Opus Dei*¹⁰ (la "franc-maçonnerie blanche") et la Légion du Christ (les "légionnaires sont les fils de Donald Reagan et de Jean-Paul II", tout un programme !). Attendons les déclarations de Jean-Paul II, à l'occasion du Jubilé 2.000. Même si le discours séduit¹¹, sa vision de l'Europe laisse perplexe lorsqu'on assiste au renforcement du centralisme et l'abandon de l'esprit Vatican II. On peut douter de la sincérité du Vatican à intégrer les nouvelles données socio-économiques, quand l'esprit se tourne vers une nouvelle croisade, d'autant qu'elle représente encore une puissance financière et politique importante. Aussi, «la vision nostalgique de l'histoire qui, faisant du christianisme le lieu commun de l'Europe, inspire l'entreprise de "nouvelle évangélisation", qui doit aboutir à la réconciliation de l'Est et de l'Ouest européen, de l'Atlantique à l'Oural (rêve gaullien !), et de la Baltique à la Méditerranée. Renversé le mur de Berlin, le mot d'ordre de la rechristianisation se muera en planétisation d'une nouvelle contre-réforme, dans un monde jugé trop sécularisé».

8. *Manière de Voir*, N°48, nov-déc. 1999.

9. Qui considérerait que l'Eglise devait cesser de participer au système de domination, s'opposer aux puissants et dénoncer l'injustice sociale. Rappelez-vous, les représentants de ce courant progressiste: Dom Helder Camara (Brésil) et Mgr. Romero (El Salvador), assassiné en 1980 par l'extrême droite, à la suite de ses prises de position contre la misère et la violation des droits de l'homme.

10. L'Opus Dei, née sous Franco, comptait quatre ministres dans le gouvernement fasciste de l'époque, et plusieurs membres de l'actuel gouvernement en font partie, non officiellement bien sûr.

11. N'a-t-il pas déjà parlé de «l'exploitation de l'homme par l'homme»? Formule déjà entendue chez un autre Pape...

2. Les chantiers du millénaire

Après ce panorama, non exhaustif, nous pouvons peut-être nous permettre de proposer quelques pistes de réflexion pour démarrer les chantiers du futur. Car après Seattle, la guerre économique se poursuit avec les risques de plonger le monde dans un chaos qui ne fera qu'amplifier les conflits armés, les crises sociales, les inégalités humaines. Comme l'a dit Paul Ricœur: «Nous sommes toujours à la fois dans l'héritage et dans le projet. Il ne faut jamais séparer les deux». Il précisait que: «Les révolutions résultent des réformes que l'on n'a pas faites». Sans être pessimistes, nous pourrions ajouter qu'elles nous pendent au nez. Que faire alors, sinon proposer des chantiers pour sortir définitivement du labyrinthe ?

Chantier de résistance:

«Le but de l'Etat moderne c'est de composer une termitière¹³ une masse de fourmis. Dans les Etats

démocratiques comme la France, ou à peu près semblables, l'organisation sociale prévoit la place de grosses fourmis au ventre blanc qui sont les reines qu'on nourrit et qu'on soigne.»¹² N'est-ce pas l'idéologie du système technico-financier actuel, avec son concept de globalisation ? Les grosses fourmis ne sont-elles pas la poignée de milliardaires dominant la planète, aidés par la nouvelle hyperbourgeoisie salariée qui progressivement remplace les bourgeoisies traditionnelles ? C'est là que réside le risque majeur pour les classes moyennes nationales, majoritaires dans les pays industrialisés. L'entreprise de "massification" est commencée pour uniformiser les désirs (dans un souci de rentabilité !) par marketing et management, en imposant Coca-Cola, Intel Inside, jeans, films, pizzas, produits de beauté... Je n'invente rien, lisez Théodor Levitt (*Harvard Business Review*). Cet apôtre de la globa-

12. *Lettre aux paysans sur la pauvreté et la paix*, Jean Giono, 1938.

13. «La termitière future m'épouvante et je hais leurs vertus et leurs robots» Saint-Exupéry, dernières lettres.

Gott mit ùns¹ ?

Si les déshérités du Tiers-Monde ou les malades incurables se pressant à Lourdes peuvent se raccrocher à l'idée que Dieu est avec eux, comment ceux qui ont eu un peu plus de chance par Paul Vincent dans la vie ne le croiraient-ils pas également? Tout le monde a le droit d'être optimiste. Bernardin de Saint Pierre voyait la preuve irréfutable de sa bonté dans le fait qu'il avait créé les puces de couleur foncée afin que l'on puisse mieux les repérer sur la peau (tant pis pour les Noirs!). Il ne faut pas s'étonner si une personne satisfaite de sa situation estime pour sa part que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible en ce qui concerne la répartition des revenus. Il existe tellement de sortes d'inégalités que chacun doit pouvoir en trouver qui lui conviennent. C'est ce qui entretient tous les conservatismes. Voir aussi dans "Kadosh", cet excellent film israélien, tel personnage ultra orthodoxe heureux de son sort parce que Dieu ne l'a pas fait femme et qui l'en remercie chaque matin à haute voix... et devant son épouse.

Heureusement pour Dieu, il y a des incroyants, et aussi des croyants qui n'attribuent pas aux inégalités ou aux injustices dont ils profitent un caractère divin. Lui en rendre grâce pouvant l'exposer au ressentiment de ceux qui en souffrent, peut-être a-t-il aussi des supporters se montrant plus discrets par crainte que les gaffeurs ne soient l'objet de son courroux. Un tel raisonnement supposerait qu'ils croient vraiment dans le Dieu qu'ils invoquent. Je suis quand même étonné, qu'appartenant à des religions professant la croyance en une vie éternelle, certains défendent avec autant d'âpreté leurs intérêts temporels au risque d'être plus tard mal accueillis dans l'au-delà. Je me souviens d'évangiles où il était question d'un Jugement qui n'était pas celui du "Marché" et du peu de cas que faisait le Christ des "marchands du Temple", ou encore de la difficulté plus grande pour un riche d'entrer dans le Royaume des Cieux que pour un chameau de passer par le chas d'une aiguille.

Mais laissons Dieu à ceux qui savent bien s'en servir. Il m'est toujours apparu néfaste, pour soi-même comme pour son prochain, de croire et de s'ancrer dans la tête, parce qu'à un moment donné cela nous paraît gratifiant, que l'on a mérité sa réussite... et que les autres ont mérité leurs malheurs. La satisfaction d'une réussite est certes plus grande si l'on est persuadé qu'on ne la doit qu'à ses qualités exceptionnelles. Dans ce sens-là, c'est intéressant. Mais lorsqu'aux inconvénients matériels d'un échec vient s'ajouter un

sentiment de culpabilité, cela peut par contre faire beaucoup de mal. J'ai assisté avant la crise à l'ascension rapide de jeunes cadres aux qualités certaines qui, arrivés vers les sommets, ont mal vécu les soudaines turbulences de la situation économique.

Parfois avaient-ils eu la naïveté de ne pas s'apercevoir que les louanges faisaient partie de leur salaire et qu'elles les stimulaient à bon compte, au même titre que décorations et médailles. Ils ont surtout eu tort lorsqu'ils se sont laissés monter la tête par des flatteries ayant pour corollaire que ceux qui avaient moins bien réussi étaient tous des "paresseux et des bons-à-rien". Dans votre courrier des lecteurs, je n'ai fait que redécouvrir cette expression. Je l'entendais souvent, il y a quelques dizaines d'années, lorsque le chômage n'avait pas encore atteint les cadres. Ceux-ci se sont depuis rendu compte qu'ils ne s'en trouvaient immunisés ni par leurs diplômes ni par leurs états de service, que le chômage faisait partie du système et qu'il n'y avait pas lieu d'en avoir honte, du moins à titre personnel (pour la Société dans laquelle nous vivons, c'est autre chose). Mais pour les premiers touchés et leurs familles, ce fut un drame. Ils n'avaient pourtant en général rien à se reprocher. J'en ai même connus dont le seul tort était d'avoir défendu avec beaucoup trop d'acharnement les intérêts de leur patron. Celui-ci leur avait demandé de se battre à ses côtés pour sauver l'entreprise, parce que c'était, disait-il, sauver leur emploi, mais le jour où il avait revendu celle-ci un bon prix grâce à leurs efforts, ils s'étaient trouvés livrés à la merci d'un concurrent malheureusement rancunier. De telles situations étaient fort injustes, pourtant rien n'y faisait. L'opprobre dont imprudemment ils avaient parfois contribué jadis à couvrir les malchanceux les atteignait à leur tour, du moins le croyaient-ils. Mais, bien plus grave, à cause de l'idéologie perverse qu'on leur avait inculquée, ils se trouvaient condamnés à leurs propres yeux. On se moquait beaucoup à l'époque des procès des pays de l'Est, où des innocents plaidaient coupable et réclamaient leur propre mort. Au moins y avait-il procès public et possibilités ou tout au moins tentatives d'interventions extérieures. Chez nous, ils se jugeaient et se châtaient eux-mêmes en secret, à la stupéfaction de leur entourage qui n'avait rien vu venir et donc rien pu faire. J'ai eu pour ma part à déplorer le suicide dans ces circonstances de l'un de mes plus proches amis. Un ancien ingénieur chez Renault de la même époque relate dans ses Mémoires² avoir dans son seul département connu pareil drame quatre fois en quinze ans.

1. Les Allemands étaient là-dessus absolument affirmatifs, puisque je l'ai vu gravé sur leurs boucles de ceinturons pendant toute la dernière guerre. Et sans doute était-ce pour leur bien que Dieu la leur a fait perdre.
Chez nous aussi et aujourd'hui encore, il y a des gens qui voudraient toujours y croire, tel Philippe Tesson qui, illuminé par notre victoire à Twickenham, lançait comme un Te Deum ce cri dans *Le Figaro*: «Et si Dieu était français?»

2. *Chers Collègues, (Ma vie d'ingénieur chez Renault)*, Georges Hufschmitt, Editions La Brèche, 1992.

J'ajouterai une autre considération concernant la réussite. Quels que soient ses mérites, le parti que l'on peut en tirer dépend avant tout des conditions de lieu, d'époque ou d'environnement (familial, culturel, scientifique, politique, économique), dans lesquelles on a eu la chance ou la malchance de naître et de pouvoir se développer. Pascal était peut-être aussi intelligent que Bill Gates, mais il ne pouvait faire mieux en son temps que sa petite machine mécanique sachant seulement additionner. Et l'infatigable docteur Schweitzer, dans l'hôpital de brousse de Lambaréné qu'il avait fondé en 1913, n'arrivait qu'à de bien modestes résultats par rapport à ceux que l'on peut obtenir, à moindre mérite, dans nos hôpitaux modernes disposant de la supériorité de tous les matériels ou médicaments inventés depuis cette époque. Même pour un balayeur, les possibilités ne sont pas les mêmes suivant qu'il travaille à "Propreté de Paris" ou dans les rues de Calcutta. Heureusement pour Pascal et pour le docteur Schweitzer, on a apprécié leur œuvre en tenant compte des conditions dans lesquelles elle avait été accomplie.

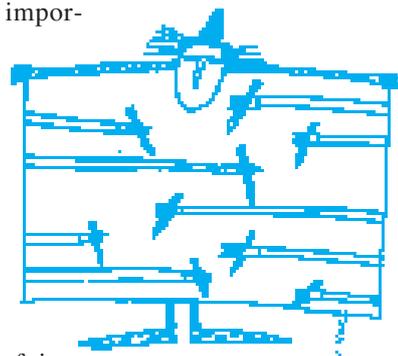
Connaît-on bien d'ailleurs les réels mérites des gens? Sait-on que Gustave Eiffel n'a pas inventé la tour qui porte son nom, que ce sont deux de ses collaborateurs Nouguier et Koechlin qui en ont eu l'idée, une idée qu'il a d'abord traitée avec dédain? Qu'il a apporté ou imposé sa participation à leur projet lorsqu'il s'est aperçu que d'autres s'y intéressaient, mais n'a pas respecté le contrat signé par lui stipulant que leurs noms devraient toujours rester associés au sien³? Sceptique ou critique sur le mérite, je le suis tout autant sur la chance. Qu'est-ce qu'une chance? Pour combien de temps est-ce une chance? La chance, c'est encore aussi les autres. Mais pour moi est-ce que ce fut ce directeur qui, m'ayant apprécié, me nomma chef de service ou cet autre qui, quelque temps après, me cassa tellement les pieds que je préfèrai donner ma démission? C'est en fait au second que je voue la plus grande reconnaissance, car j'étais en train de me scléroser dans un poste sédentaire qui ne me convenait pas du tout, alors que cette démission fut le point de départ d'une nouvelle carrière pour laquelle j'allais me passionner. Il était heureusement plus facile à cette époque de retrouver du travail et surtout de le choisir. J'espère bien que cette situation reviendra, parce qu'elle semble la plus logique, l'épanouissement des individus dans leur métier allant dans le sens de l'intérêt général, y compris celui des employeurs. Est-ce à dire que, compte-tenu de l'intervention de tant de causes externes, il n'y a jamais lieu d'être fier de ce que l'on a fait? Au contraire, tout individu a le droit d'être fier, qui a œuvré de son mieux dans les circonstances où il se trouvait placé. Ce peut être le cas, bien sûr, de ceux dont la réussite est éclatante, du moment qu'ils ne l'ont pas obtenue

par des procédés douteux, et qu'ils sont bien conscients de la part plus ou moins importante dont ils sont redevables à une multitude de leurs semblables, connus ou inconnus, d'à-côté, d'ailleurs ou d'autrefois. Les batailles ne sont pas gagnées par les seuls généraux, et cette fierté doit encore moins être refusée, parce que souvent elle est leur seule récompense, à tous ceux qui, obscurs artisans ou parfois victimes de la gloire de quelques autres, ont contribué à faire

l'Histoire. On donne toujours nos cathédrales comme exemple-type de réussite collective, mais dans la Pyramide du Louvre, l'opéra Bastille ou le Stade de France, dans un Airbus, un TGV, ou un bloc opératoire équipé pour la téléchirurgie, si l'on veut bien en examiner tous les détails, on peut répertorier des milliers d'idées de conception ou d'habiletés d'exécution qui en font aussi des réussites collectives, et la gloire ne doit pas en revenir uniquement à tel homme politique, tel PDG ou tel architecte.

Si donc l'on continue au bout d'un millénaire à avoir une pensée pour tous les inconnus ayant participé à l'édification des cathédrales, il faut considérer aussi que c'est un immense travail collectif qui a concouru à l'édification du monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Il est déplorable que certains de ceux qui y ont récemment encore participé ou des jeunes arrivant prêts à y participer à leur tour soient actuellement inemployés. Dans l'acharnement égal que l'on a mis autrefois à détruire puis à reconstruire, on trouvait que tout le monde était utile. Les jeunes que les Allemands avaient raflés à la sortie des cinémas partaient directement travailler en usine sans qu'on leur ait demandé leur CAP ou d'effectuer un stage de formation. Et nous-mêmes sommes allés chercher dans nos colonies, pour se battre comme pour reconstruire, des milliers d'indigènes à qui l'on ne demandait ni curriculum vitae ni visa. Si nous avons su inventer Dieu et continuons d'inventer des sectes, peut-être manquons-nous d'imagination pour améliorer nous-mêmes notre sort sans le secours de la prière ou de la magie. Nous arrivons pourtant à un moment où la réalisation de nouvelles "utopies" devient possible, sinon nécessaire. Il y en a déjà eu pas mal de réalisées depuis le début du siècle dernier où, en dehors de « *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front* », tout n'était "qu'utopies" :

- "Utopie" que de vouloir se priver du travail des enfants de moins de 8 ans;
- "Utopie" que de vouloir limiter à 8 heures par jour, 6 jours par semaine, celui des enfants de 8 à 12 ans;
- "Utopie" que de vouloir limiter à 12 heures par jour, toujours 6 jours par semaine, celui des enfants de 12 à 16 ans.



3. «Le génie d'Eiffel n'est donc pas d'avoir inventé la tour: c'est de l'avoir réalisée et de lui avoir donné son nom» (sic).Gustave Eiffel, Constructeur (1832-1923), Bertrand Lemoine, Délégation artistique à la Ville de Paris, 1988, page 38.

«Peu intéressé, Eiffel les autorise cependant à poursuivre leur étude...»; «...il mit son nom de constructeur sous celui de ses ingénieurs et passa avec eux un contrat, puis il fit tout le nécessaire avec la persévérance qui le caractérisait pour faire adopter le projet et le réaliser.» «...il s'engage à toujours citer leur nom...» (contrat signé le 12 décembre 1884). QUID de la Tour Eiffel, Dominique Frémy, Editions Robert Laffont, 1989, pages 2 et 3.



- ● ● Toutes les trois tombèrent ensemble par l'effet de la loi du 22 mars 1841, que ceux qui l'avaient votée à regret qualifièrent de «*haute philanthropique*». Mais les "utopistes" sont insatiables : le 19 mai 1874 ils obtenaient d'une autre loi l'interdiction du travail des enfants au-dessous de 12 ans. Entre-temps nous avons perdu la guerre, si bien que les "utopistes" et les "philanthropes" avaient reçu le renfort des "patriotes", qui ne voulaient pas qu'on détruise prématurément notre jeunesse ailleurs que sur les champs de bataille (un rapport leur avait

ouvert les yeux, en révélant que, sur 325.000 conscrits de 20ans, 109.000 avaient dû être réformés). De génération en génération, d'autres "utopies" sont tombées : la semaine de 40 heures, puis de 39 heures (pour gagner une heure cela a quand même été long), les congés payés (dont dans le même temps la durée a plus que doublé, mais cela fait marcher le commerce), les retraites... Continuons ! Une seule "utopie" peut difficilement tomber, c'est qu'il soit interdit de «*gagner son pain à la sueur du front des autres.*»

LES CHANTIERS DU MILLÉNAIRE

(suite de la page 9)

lisation écrit : «*Loin est le temps des différences régionales ou nationales. Les différences dues à la culture, aux normes, aux structures, sont des vestiges du passé. La convergence, tendance de toute chose à devenir comme les autres* (navrant postulat!) *pousse le marché vers une communauté globale*».

Uniformité, d'où conformisme, voilà la convergence pour mieux nous priver de libre-arbitre, c'est-à-dire de liberté. Il faut donc résister ! La Terre n'est pas à vendre !

Après Seattle, on ne doit pas baisser la garde, et avec les ONG, montrer que les citoyens, que la société civile, existent encore. Car «*les organisations non gouvernementales font ce que les États ne font pas, elles soignent et parlent quand tout le monde se tait. Les french doctors sont l'honneur de la France, Cyrano devenu médecin humanitaire : droits de l'homme et panache blanc*¹³.» Depuis nous avons les french farmers. C'est sans doute le plus important, car là réside l'urgence ! Il faut que les gouvernements cessent de prôner l'agriculture industrielle extensive qui désertifie la planète. Les États-Unis ont tort de s'entêter, ils hypothèquent l'avenir de leurs descendants. Même en France démembrons définitivement les remembrements catastrophiques.

Chantier de libération des esprits (ou le sentier de la liberté...)

Alexandre Adler¹⁴ écrit que «*les vrais démocrates n'ont pas peur de l'OMC.*» Mais où étaient donc les vrais démocrates à Seattle ? Dans les salons verts, où se tenaient des réunions à huis clos, les pays pauvres ayant déjà été exclus des discussions vitales pour leur peuple ? Pour moi, la démocratie c'est la transparence, et en ce sens l'OMC n'est pas, jusqu'à présent, une organisation démocratique. C'est le Conseil d'administration de l'oligarchie financière, imposant ses appétits de puissance aux politiques, en un mot une institution de type féodal.

Libérons-nous vite de cette Organisation Mondiale du Commerce privatisé!

À part la presse écrite qui a fait un effort pour rendre

compte de cette actualité importante, ce n'est pas avec les télévisions françaises que nous avons pu nous tenir bien informés. De Seattle nous n'avons vu que les scènes télévisuelles traditionnelles, on ne savait plus si nous étions à Seattle ou à Saint Brieuc! Ah ! J'oubliais le commentaire, d'une platitude extrême, de l'inénarrable Jean-Marc Sylvestre. Il est vrai que nous assistions à un non événement économique, le consensus des vrais démocrates était dans la rue, et non dans les salles de réunion.

Chantier de réforme des institutions mondiales

Rien ne sert de créer de nouvelles institutions, réformons Banque Mondiale et FMI. Comme l'a proposé Riccardo Petrella, il faut concevoir "un contrat social mondial", afin de «*délegitimer les principes fondateurs de l'économie mondiale, délégitimer les valeurs culturelles des possédants, délégitimer la privatisation totale de toute activité humaine*». ...

Il faut que ces modifications s'accompagnent d'une évolution des consciences. Inventer une vraie démocratie mondiale face à la trop cynique globalisation ! Pour ce faire, il faut informer et s'informer, les outils de communication "*en temps réel*" existent maintenant, et pourraient servir à contrer les Bourses.

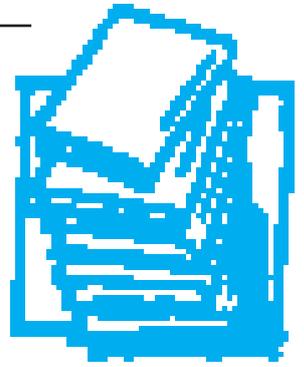
L'objectif du troisième millénaire est simple et doit être, en priorité, de détruire le mythe de la mondialisation, qui est vide de sens. Il faut inverser les valeurs actuelles, et s'efforcer de développer une civilisation permettant le bien-être de l'individu et la cohérence de la société dans laquelle il vit. L'évolution passe par la mise en valeur du monde, non pas uniquement pour produire, vendre, et consommer, mais pour s'éduquer, créer (l'art, et l'invention scientifique) ou flâner ! Mais cette démarche implique de recréer une véritable politique (la *polis* de la Grèce antique), basée sur une justice et une économie distributive. Que l'utopie nous sauve des idéologies, et surtout de la plus dangereuse maintenant, la religion néolibérale !

J.A.

13. *Le Siècle Rebelle*, Michel-Antoine Burnier, mars 1999.

14. dans son éditorial de novembre 1999 de *Courrier International*. Précisons que ce journal appartient à Havas-Vivendi. On aimerait connaître l'opinion de Jean-Marie Messier, PDG. de Vivendi (transnationales françaises), et patron d'U.S.Filter !

|| André Prime a bien voulu lire pour nous "L'hégémonie du capital financier et sa critique", un livre qui nous a été adressé par son auteur, Tom Thomas.



L'hégémonie de la finance

Dès l'introduction¹, l'auteur annonce la couleur «La mondialisation et la financiarisation de l'économie sont les deux mamelles qui nourrissent les diatribes anti-libérales de nombreux universitaires...

La financiarisation ! Le terme est censé exprimer l'idée que le capitalisme moderne serait en crise pour être passé des mains des entrepreneurs à celles des financiers qui, non seulement s'enrichissent en dormant, mais mènent le monde à la catastrophe par leurs comportements irrationnels. Ils feraient de l'économie mondiale un vaste casino... Ces phénomènes, mondialisation et financiarisation, n'ont rien d'autre de nouveau que leur ampleur...

... Plus de cent ans après qu'il l'ait produite [l'œuvre de Marx] apparaît d'une géniale modernité. Ce travail ne sera donc, quant au fond, qu'un commentaire actualisé de Marx, centré sur le phénomène de l'autonomisation de la valeur (cette représentation métamorphosée, étriquée du travail) que nous verrons se développer dans l'argent, le capital et le crédit. L'exercice est austère puisqu'il s'agit de plonger dans les eaux glauques de la finance, dans l'ennui infini de l'argent... etc.»

Effectivement, la lecture du livre n'est pas des plus aisées pour un non-spécialiste. On y trouve néanmoins des informations ou des réflexions intéressantes : «Au Japon, la chute des prix des actions et du prix des terrains après 1990 représente une perte cumulée de l'ordre de 7.000 milliards de dollars (environ 35.000 milliards de francs), soit l'équivalent de deux années de PIB.

... La Banque mondiale doit reconnaître la croissance de la pauvreté dans le monde. La grande majorité des habitants de la planète sont concernés puisque 4,9 milliards de personnes vivent dans ces pays contre 900 millions dans le monde développé». L'auteur constate : «La baisse du prix des matières premières, une de leurs ressources principales, accentue la récession. Ils passent sous les fourches caudines des grandes puissances (directement ou via le FMI) qui, en échange de nouveaux prêts, les saigneront et les soumettront encore plus, en exigeant des mesures d'ouverture des marchés, des baisses des charges sociales, des dénationalisations, qui seront favorables à leur domination... Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la dette extérieure représente en moyenne 170% de leurs exportations (1.000% au Mozambique, 600% en Côte d'Ivoire). C'est une arme de chantage redoutable (pour les grandes puissances prêteuses) qui leur permet d'imposer leurs desiderata en termes d'ouverture des marchés, de spécialisation dans les productions de matières premières, le tout au détriment des cultures

vivrières... Ainsi, à la faveur de la crise, les grandes puissances accentuent la division mondiale du travail à leur avantage (bas salaires et productions primaires d'un côté, hautes technologies, finance de l'autre). Ainsi, elles peuvent aussi racheter à bas prix les entreprises endettées de ces pays et accroître la concentration monopolitique entre leurs mains». C'est ce qui s'est passé avec la crise dite asiatique.

L'auteur dénonce les multinationales qui «achètent pour détruire et pour bénéficier d'une position plus monopolitique». Il cite Le Monde : «En 1998, le montant total des acquisitions et fusions annoncées à travers le monde a dépassé 2.500 milliards de dollars, 50% de plus que l'année précédente.»

Pour terminer, voici ce que l'auteur pense des cours boursiers : «Un autre exemple de la façon dont les cours boursiers sont gonflés artificiellement est celui du rachat de leurs propres actions par les entreprises². En détruisant ces actions, elles accroissent mathématiquement le rendement des autres, donc leur cours monte. Du point de vue du capital financier, il y a amélioration de la rémunération immédiate, mais du point de vue de la production réelle de plus-value, rien n'a, évidemment, été modifié.»

Quant à la politique menée par les États-Unis, Tom Thomas la décrit simplement :

«Il est vital pour les États-Unis de tenter de conserver au dollar sa valeur. Cela passe évidemment par la capacité des États-Unis de capter une part accrue de la richesse mondiale. D'où la lutte féroce qu'ils mènent pour dominer leurs concurrents les plus sérieux, européens et japonais,... les guerres de plus en plus nombreuses qu'ils mènent au Moyen Orient... en Afrique, en Yougoslavie, sous le drapeau fallacieux des droits de l'homme qu'ils foulent au pied partout, tous les jours... Faire régner l'ordre mondial américain, développer "le droit d'ingérence", baptisé d'humanitaire pour la circonstance, cela a un but : le dollar».

A.P.

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne et à droite.

Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi de cartes de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs mois après échéance.

Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

La rédaction.

1. "L'hégémonie du capital financier et sa critique" par Tom Thomas édition Albatros BP 104 75969 Paris cedex 20.

2. Relire à ce sujet : Quelle création de valeur ? dans GR-ED 992, page 9.



Il y a plusieurs points de votre dernier numéro que je souhaiterais commenter. Vous indiquez que selon la thèse libérale, les intérêts particuliers convergent automatiquement vers l'intérêt général. C'est peut-être résumer un peu trop la thèse libérale.

Celle-ci affirme que cette convergence ne peut exister que grâce au "marché". La thèse libérale n'en contient pas moins deux erreurs graves. La première est un excès d'enthousiasme pour le marché qui les pousse à dire ou à croire «Qu'importe la maladie puisque nous disposons du remède». Le chômage et les licenciements ne les inquiètent donc pas puisque le marché permet de les soigner. Pire ils sont sur le point d'affirmer : comment pourrions-nous guérir si nous n'acceptons pas d'abord d'être malades ? Même en supposant que le "marché" ait les vertus auxquelles croient les libéraux, ce raisonnement est parfaitement idiot.

La seconde erreur des libéraux est encore plus grave que la première. Vous avez remarqué que l'intérêt général ne coïncide pas nécessairement avec l'intérêt particulier. L'usage de règles de droit est reconnu indispensable dans la société humaine. Mais même les règles les mieux faites comportent des conséquences perverses, c'est-à-dire des divergences entre l'intérêt général et l'intérêt particulier. C'est là qu'intervient le marché (le marché au sens de la théorie) en éliminant, au moins en partie, ces divergences. Ce marché théorique agit en provoquant une amélioration de la règle de droit en lui retirant certaines de ses conséquences perverses. Ce marché théorique est confondu par les libéraux avec l'institution qui, dans notre système capitaliste, en porte le nom. Ce "marché" capitaliste n'est qu'un mode de distribution des biens et services effectué avec une règle immuable sur laquelle aucun changement ne peut être entrepris. Contrairement à ce qui est répété partout, le capitalisme n'est pas une économie de marché (si l'on préfère, on peut aussi dire que le dispositif commercial du capitalisme n'a aucunement

les vertus du marché de la théorie).

André Prime, d'autre part, évoque les conséquences de la recherche du profit dans le secteur privé. Cela devrait nous conduire à une conclusion que personne ne semble pourtant disposé à tirer. La recherche du profit est une erreur intellectuelle grave, préjudiciable à tous, y compris à ceux qui recherchent ce profit. De manière remarquable, les économistes libéraux ne nient pas les dangers de cette recherche, mais étouffent cette idée en entonnant des chants à la gloire des preneurs de risque, comme si la prise de risque était automatiquement bénéfique.

E.B., Seugy.

* * *

Comme pour chaque bilan annuel, on peut aussi constater que les deux paramètres antagonistes ont encore progressé en 1999 : un ultra libéralisme de plus en plus sauvage et cynique, d'une part, et d'autre part, les signes de plus en plus nombreux, émanant de sources elles aussi multiples, d'une résistance organisée face au culte forcené du profit sans scrupule.

Espérons que tous ces contre-pouvoirs se fédèrent en un immense et nécessaire ras-le-bol balayant enfin tous les Bill Gates du monde... Je sais que vous ne manquerez pas, cette année encore, de tendre vers ce but ! Avec tous mes encouragements et toute ma sympathie.

M.M., Ermont.

* * *

Je peux encore remercier Mme Renée Marchand, rédactrice du bulletin mensuel des «Citoyens du Monde» de m'avoir fait découvrir celui de la Grande Relève par l'Économie Distributive que vous pourriez suivre avec honneur.

Ces deux thèmes de l'avenir pouvaient paraître, à l'origine, comme des utopies pour ceux qui sont encore dans l'ignorance ! En fait, ce sont deux vérités qui aboutiront malgré le long chemin qu'elles ont

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N°13 402 39 M Paris
ou par mandat ou chèque bancaire
B P 1 0 8
78115 LE VÉSINET Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au GLED c/o Lucien Gosset, r Hansez, 21, B 4600 Micheroux.

par avion, nous consulter

souscription permanente

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

P. Le Nin 120 - R. Marlin 20 - D. Mathieu 380 - H. Muller 20 - P. Orliange 370 - Mme Phélipot 150 - F. Quillevère 100 - A. Richard 120 - Mme Robier-Allain 60 - S. Faure 150 - E. Bidoit 20 - B. Dubard 70 - R. Petit Bon 70 - J. Garnier 20.

Total 1.670 frs.

Merci à tous !



à parcourir. Le n° 993 du mois de novembre est particulièrement intéressant dans les pages 7, 8, 9 et 13. On ne peut pas être plus clair et plus précis dans l'exposé d'un problème ou des problèmes, et donner en même temps leur solution.

Bravo ! Madame, soyez certaine que la voie dans laquelle vous vous êtes engagée est la bonne, et l'on peut dire la meilleure.

J.R., Steinbrunn-le-Bas.

* * *

Bravo et merci pour votre combat. Quel dommage que la cacophonie économique actuelle ne permette pas qu'on entende votre voix ! On rêve encore un peu devant l'échec (?) de l'OMC, mais dans la pratique on peut se demander si cela change grand-chose : la course à la quantité fait perdre la raison, puisqu'en même temps, les mêmes déplorent le manque de qualité. Il faudrait faire entrer la GRED au lycée : les jeunes générations sont plus aptes à comprendre et à accepter le changement.

R.R., Plobannalec.

Réponse. Nous ne manquons pas d'en saisir l'occasion chaque année, en participant à la "semaine de la presse à l'école" .

* * *

Comme beaucoup de vos lecteurs, je me requinque à chaque lecture de la GR-ED, même si parfois, certains articles semblent un peu hermétiques pour le simple citoyen que je suis.

Je pense qu'à l'aube du nouveau siècle, l'espoir de voir évoluer la société dans un meilleur sens grandit. En effet, depuis quelques années, il y a des signes qui ne trompent pas : l'importance acquise par les Verts, le groupe ATTAC, les paysans à Seattle, etc. Bref, je crois que la société civile prend conscience de sa force et qu'elle n'est plus du tout disposée à avaler n'importe quelle couleuvre au nom de la «sacro-sainte rentabilité».

Je suis gérant-cuisinier pour le compte d'une société de restauration collective et à partir de janvier, je bénéficierai des 35 heures; je bosse plus de 12 heures par jour, la plupart du temps debout, et à 55 ans, je vois arriver avec soulagement ces deux jours de repos mensuel en plus et ce, sans perte de salaire. Ma société joue le jeu puisqu'elle vient d'embaucher à plein-temps deux cuisiniers pour les remplacements. Pour moi, il ne fait aucun doute que ces nouvelles dispositions sont les prémices d'une évolution de la société vers une forme de civilisation plus humaine. ...De temps à autre, il y a de l'humour dans la revue et je trouve ça réjouissant, car les articles, au demeurant excellents, sont souvent austères par la force des choses.

S.B., Vaulx-en-Velin..

* * *

Hélas ! nous ne sommes qu'une petite minorité qui ne peut pas suffire pour arrêter le rouleau compresseur de l'argent-roi qui écrase la majorité des individus. Je regrette que les distributistes ne cherchent pas à se regrouper pour essayer de répandre nos points de vues. Bien sûr, ce n'est pas une raison pour abandonner, je sais qu'il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer, mais quand même !

R.G., Tonnay-Charente.

Réponse. Je ne suis pas d'accord avec vous. D'abord parce que nous sommes maintenant un grand nombre de minorités capable d'arrêter le rouleau compresseur de l'argent-roi, les combats victorieux contre l'AMI, puis contre le projet d'une OMC libérale, viennent d'en apporter la preuve.

D'autre part, il est faux de dire que les distributistes ne cherchent pas à se regrouper. Il en est peut-être qui attendent que les autres se groupent derrière eux. Mais pour notre part, nous n'avons pas, au journal, hésité à nous joindre aux mouvements citoyens pour un revenu garanti (par exemple l'association européenne BIEN, et les initiatives de la "maison Grenelle") ou contre la dictature de l'argent (ATTAC) et à les soutenir pour montrer avec eux "qu'un autre monde est possible". Nous sommes persuadés que le temps n'est plus de suivre un meneur, mais de former des réseaux de citoyens conscients, qui veulent d'abord être informés et puis juger par eux-mêmes.

M-L D.

* * *

Je suis très heureux de pouvoir aider à faire connaître la Grande Relève en vous envoyant quelques adresses sur les dépositaires de presse de Douai. Je suis persuadé que si les lecteurs faisaient le geste d'une demande auprès des maisons de presse de leur secteur, nous commencerions à présenter la revue et à la faire connaître, ce pourrait être le commencement d'un développement de notre alternative économique tout au moins notre projet. Cette démarche, dans les quatre coins du pays, est possible et souhaitable. Encore faut-il la faire... La révolution aujourd'hui, c'est de s'employer à faire changer l'état d'esprit de nos concitoyens.

...Je vous renouvelle toute ma sympathie et mon soutien à votre inlassable activité dans la rédaction de la Grande Relève. Ces pages non seulement nous informent, mais nous redonnent espoir et moral.

J-M. L., Aniche.

Réponse. Voici un exemple à suivre... Nous publierons dès réception ces adresses annoncées des dépositaires qui, à Douai, présentent la GR-ED.

C'est le moment
d'offrir des abonnements à la GR-ED
Vous ne pouvez pas trouver de meilleures
étrennes pour l'an 2000 !

La Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1934 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication :

Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas retournés.*

Graphisme : Jacques VIGNES-ÉLIE,

Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS

Commission paritaire N° 57434

ISSN 0398-2076

Diffusé par les NMPP

•

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet :

<http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

Abonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence EN VOUS RECOMMANDANT DE LEUR APPORTER VOTRE CLIENTÈLE (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela). Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse... qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS

RECOMMANDENT :

- Maison de la presse, 06000 NICE,
- Point H, gare SNCF, 06000 NICE,
- Au fil des mots, (M. Blanchet),
29 rue Bernard Palissy, 47300 VILLENEUVE SUR LOT,
- Maison de la presse, 66400 CÉRET,
- Le cheval dans l'arbre, bd Mal Joffre, 66400 CÉRET,
- Au Moulin à papier, (G. Labbez),
44 Cours Richard Vitton, 69003 LYON,
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007 LYON,
- Librairie Parallèle, 47 rue Saint Honoré, 75001 PARIS,
- Publico, 145 rue Amelot, 75011 PARIS,
- kiosque Rémy Castanier, Galerie Mayol, 83000 TOULON,
- presse-lib-papet. Centre Comial la Rode, 83000 TOULON,
- kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny, 83000 TOULON.

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LA GR-ED

FRANCE :

- 44041 NANTES 15 rue de l'Héronnière
- 75006 PARIS 78 rue Bonaparte
- 75014 PARIS Mairie du XIV ème
- 76400 FÉCAMP, 5 rue Théagène Boufart
- 92000 NANTERRE 2 rue de Rouen
- 92000 NANTERRE 6 Allée de l'Université
- 92100 BOULOGNE Mairie
- 97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, Université

BELGIQUE :

- WAVRE Bibliothèque Lefevre, Chaussée des Nerviens, 25.

SUISSE :

- 1211 GENÈVE Palais des Nations, Bureau 56